

**Le 19 septembre dernier, une partie de l'armée ivoirienne est entrée en rébellion, réussissant à contrôler la partie nord du pays.**

**Entre combats et négociations, le pays se débat depuis dans un chaos que rend particulièrement dangereux d'inquiétantes tensions ethniques.**

Ce coup de force, dont les véritables leaders et mobiles demeurent encore à bien des égards mystérieux, a fait voler en éclats la plus belle vitrine de l'Afrique de l'Ouest, dont la prospérité a longtemps reposé sur le cacao – elle en demeure le premier producteur mondial.

La chute des cours des matières premières, amorcée dès les années 80, et une transition politique manquée après la mort du président Houphouët-Boigny, en 1993, sont à l'origine de la crise majeure que traverse aujourd'hui la Côte d'Ivoire. A quoi s'ajoutent des tensions ethniques qu'une classe politique a dangereusement attisées au point que certains analystes estiment que le danger d'une "purification" type Rwanda n'est pas à exclure.

### La fin d'un consensus

Malgré des pratiques très prédatrices, le "vieux sage" Houphouët-Boigny, au pouvoir depuis l'indépendance, avait, par une redistribution clientéliste de la rente du café et du cacao, assuré une certaine stabilité à la société ivoirienne. Il avait en outre su fédérer les multiples ethnies du pays et une importante communauté immigrée(1) à laquelle il avait accordé un droit à la terre (qui appartient à celui qui la travaille) et même le droit de vote.

La chute des cours des matières premières et la crise de la dette ont eu raison du consensus ivoirien. Les successeurs d'Houphouët en sont réduits à gérer tant bien que mal une situation économique dégradée sur laquelle s'inscrivent leurs rivalités politiques exacerbées.

C'est alors que se construit et se propage une théorie de l'ivoirité, qui oppose, grosso modo, un sud animiste et chrétien, qui serait le berceau de la nation, à un Nord peuplé de musulmans et, surtout, d'immigrés burkinabés, maliens et guinéens. En résumé, des Ivoiriens de circonstance ou d'origine douteuse qui tiennent lieu de commodes boucs émissaires et dont il convient de se méfier car ils pourraient s'emparer des rênes du pays au détriment des nationaux de pure extraction. Un discours radical, d'une rare



# La tentation identitaire

violence, accompagne cette idéologie identitaire.

Après le Sierra Leone et le Liberia, c'est au tour de la Côte d'Ivoire...

### Vrais et faux ivoiriens

Sur le terrain politique, une nouvelle constitution, adoptée par référendum en 2000, précise que seul un citoyen dont le père et la mère sont ivoiriens peut briguer la présidence du pays. Ce qui permet de barrer la route du pouvoir suprême à Alassane Ouattara, ex-Premier Ministre d'Houphouët-Boigny, réputé être le porteur du drapeau du Nord musulman. Parallèlement, un Office national de l'identification entame un processus de tri entre faux et vrais Ivoiriens, ces derniers pouvant seuls se voir accorder une carte d'identité nationale et le droit de vote.

Cette question du code de la nationalité et d'une réforme de la constitution est au cœur des négociations que mènent actuellement les rebelles et le gouvernement ivoirien sous l'égide de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Jouant la conciliation, le président ivoirien Laurent Gbagbo a proposé un référendum permettant une réforme constitutionnelle. Reste à savoir comment pourrait être organisé un vote référendaire dans un pays coupé en deux par des forces armées antagonistes, et avec quels électeurs "autorisés" (2).

1) Plus de 4 millions de personnes sur un total de 16 millions d'habitants.

(2) Coupé en trois, même puisque de nouvelles forces rebelles combattent depuis fin novembre dans l'ouest du pays.

### Toute la sous-région impliquée

La crise ivoirienne menace, bien sûr, la pérennité d'un pays phare et jusqu'ici rare exemple de stabilité dans la zone ouest-africaine. Qu'advient-il ? Guerre civile ? Partition avec déplacements massifs de populations tant les ethnies ivoiriennes sont imbriquées les unes aux autres ? Instabilité chronique entachée d'exactions à caractère ethnique ? Conciliation-réconciliation permettant in extremis une pacification des esprits et des mœurs politiques ? Toutes ces options sont possibles.

Au-delà, c'est toute la sous-région qui est impliquée. On a accusé le Libéria de Charles Taylor d'assistance à rebelles et le président Laurent Gbagbo a pour sa part mis en cause la responsabilité du Burkina Faso. Ce dernier accuse le régime ivoirien de prendre en otages trois millions de ses citoyens... et craint comme la peste le retour inopiné de ses émigrés, qui serait une catastrophe nationale difficilement gérable.

Cette crise place une nouvelle fois les dirigeants africains face à leurs responsabilités et met à l'épreuve leur volonté d'œuvrer, avant tout, dans l'intérêt de leurs peuples. L'Afrique, manifestement, n'a pas besoin d'un nouveau foyer d'instabilité. Ceux qui la minent déjà lui suffisent, Largement !